

Questions orales

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, j'aimerais poser une question ou répondre en même temps à mon collègue. Si son hypothèse est que la situation au Québec pose des problèmes à cause de la fermeture de la raffinerie de Gulf, je tiendrais premièrement à lui faire remarquer qu'il y a plus de gens aujourd'hui qui travaillent dans ce domaine-là qu'il y en avait...

M. Malépart: C'est faux.

M. Masse: ... à la fermeture de la Gulf. Et je tiendrais également à lui rappeler une chose. Monsieur le Président, je tiendrais également à lui faire remarquer une chose: s'il est vrai que c'est une fermeture de raffinerie, qu'en est-il de la fermeture de trois raffineries par le parti libéral, il y a quelques années? Qu'il réponde à cette question-là, monsieur le Président.

M. Malépart: Question de privilège, monsieur le Président...

Des voix: Asseyez-vous!

* * *

● (1430)

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'ACHAT DE DOME PETROLEUM PAR AMOCO CANADA

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, j'attendrai qu'on revienne au calme, car je veux parler d'argent. Le ministre n'est pas sans savoir que les créanciers de la société Dome Petroleum se rencontrent à Toronto cet après-midi. L'un d'eux aurait déclaré que l'offre de la société Amoco à Dome Petroleum ne passera pas. La Banque Toronto Dominion jugerait, pour sa part, qu'elle demeure inacceptable.

Le gouvernement est-il prêt à faire face à la faillite possible de Dome Petroleum et à la suppression d'emplois qui s'ensuivrait dans l'ouest du pays, ou est-il disposé à s'occuper de cette affaire et à rencontrer les représentants des banques et certains des créanciers concernés, afin de faciliter un règlement canadien acceptable de cette question?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le gouvernement ne travaille pas sur des hypothèses, mais sur la réalité. La réunion a lieu cet après-midi et dans les jours qui viendront nous en connaissons la conclusion.

[Traduction]

LA PROPRIÉTÉ CANADIENNE DES SOCIÉTÉS PÉTROLIÈRES

M. Ian Waddell (Vancouver—Kingsway): Monsieur le Président, le ministre pourrait-il nous confirmer que son ministère a procédé à un sondage d'opinion publique et que 70 p. 100 des répondants croyaient que le gouvernement se devait d'agir,

afin d'empêcher la prise de contrôle de sociétés pétrolières appartenant à des intérêts canadiens par des entreprises étrangères? Le ministre a-t-il bel et bien procédé à ce sondage? Dans l'affirmative, pourquoi le gouvernement a-t-il décidé curieusement de ne pas intervenir face à la faillite de la société Dome Petroleum?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, le gouvernement ne définit pas sa politique énergétique sur des sondages.

* * *

[Traduction]

LA CHAMBRE DES COMMUNES

PRÉSENCE À LA TRIBUNE DE LEURS ALTESSES IMPÉRIALES LE PRINCE ET LA PRINCESSE TAKAMADO DU JAPON

M. le Président: Je suis heureux de signaler aux députés la présence à la tribune aujourd'hui de Leurs Altesses Impériales, le prince et la princesse Takamado, du Japon.

Des voix: Bravo!

* * *

L'ÉNERGIE

LE PROJET D'ACHAT DE DOME PETROLEUM PAR AMOCO CANADA

M. Brian Tobin (Humber—Port-au-Port—Sainte-Barbe): Monsieur le Président, le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources devrait savoir que les Canadiens sont las de son attitude de laissez-faire à propos de l'américanisation de l'industrie canadienne. Les Canadiens ne peuvent accepter que les grandes banques, les avocats au bagou persuasif et les directeurs bien argentés se partagent seuls et unilatéralement l'avenir énergétique de notre pays.

Étant donné la possibilité d'un échec des négociations en cours à propos de Dome, la politique de non-intervention du ministre et la déclaration du président d'Investissement Canada selon laquelle il n'a aucun mandat pour examiner les autres offres qui ont été faites pour Dome, le ministre peut-il dire à la Chambre qui va agir dans l'intérêt du Canada en s'opposant aux intérêts privés si cette offre devait échouer?

[Français]

L'hon. Marcel Masse (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur le Président, je tiendrais à rappeler au député que la canadienisation, depuis 1984, a connu, dans tous les domaines, dans le secteur énergétique, une augmentation, que ce soit sur le plan du contrôle, que ce soit sur celui de la propriété. Et je m'interroge encore: Pourquoi le gouvernement précédent, avec tous les milliards qu'il avait dépensés dans cette optique, n'a-t-il pas mieux réussi avec ses politiques interventionnistes?